

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (*)

12 JANVIER 1999

PROPOSITION DE LOI

**favorisant l'organisation des
déplacements entre le domicile et le
lieu de travail par l'établissement de
plans de transports d'entreprise**

AMENDEMENTS

N° 34 DE MM.ANSOMS, BONTE, MAIRESSE ET
MOOCK

Articles 1^{er} à 7

**Remplacer ces articles par les dispositions
suivantes :**

« Article 1^{er}. — La présente loi règle une matière
visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. — La présente loi s'applique aux em-
ployeurs et aux travailleurs.

Pour l'application de la présente loi, sont assimi-
lées :

1° aux travailleurs : les personnes qui, autrement
qu'en vertu d'un contrat de louage de travail, fournis-
sent des prestations de travail sous l'autorité d'une
autre personne;

2° aux employeurs : les personnes qui occupent les
personnes visées au 1°.

Art. 3. — Pour l'application de la présente loi, il
faut entendre par :

1° déplacement entre le domicile et le lieu de tra-
vail : les déplacements effectués par les travailleurs

Voir :

- 374 - 95 / 96 :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Ansoms et consorts.
- N° 2 à 10 : Amendements.

(*) Cinquième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998-1999 (*)

12 JANUARI 1999

WETSVOORSTEL

**tot bevordering van de organisatie
van het woon-werkverkeer met
bedrijfsvervoerplannen**

AMENDEMENTEN

N° 34 VAN DE HEREN ANSOMS, BONTE,
MAIRESSE EN MOOCK

Artikelen 1 tot 7

**Deze artikelen vervangen door de volgende
bepalingen :**

« Artikel 1. — Deze wet regelt een aangelegenheid
als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. — Deze wet is van toepassing op de werkge-
vers en werknemers.

Voor de toepassing van deze wet worden gelijke-
gesteld met :

1° werknemers : de personen die, anders dan
krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrich-
ten onder het gezag van een ander persoon;

2° werkgevers : de personen die de onder 1^{ge}-
noemde personen tewerkstellen.

Art. 3. — Voor de toepassing van deze wet wordt
verstaan onder :

1° woon-werkverkeer : de verplaatsingen van de
werknemers tussen de woonplaats en de arbeidsplaats

Zie :

- 374 - 95 / 96 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Ansoms c.s.
- N° 2 tot 10 : Amendementen.

(*) Vijfde zitting van de 49^e zittingsperiode.

entre le domicile et le lieu de travail, y compris le moment des déplacements, le travail à domicile, les indemnités et interventions de l'employeur dans les frais de déplacement, le choix du véhicule, que celui-ci soit destiné à un usage collectif ou individuel et le stationnement du véhicule;

2° lieu de travail : tout endroit où le travail est effectué;

3° prime de mobilité : une prime qui a pour objet de réduire le volume des déplacements et le taux d'utilisation de la voiture;

4° voiture : tout véhicule motorisé visé à l'article 2.21 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant le règlement général de police en matière de trafic routier;

5° taux d'utilisation de la voiture : le rapport exprimé en pourcentage entre les travailleurs utilisant un véhicule privé pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail et le nombre total de travailleurs;

6° volume de voitures : le nombre de kilomètres parcourus en voiture ne transportant qu'un travailleur pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail;

7° plan de transports d'entreprise : un plan qui est élaboré selon les dispositions de la présente loi et ses arrêtés d'exécution afin de réduire le volume de voitures et le taux d'utilisation de la voiture dans une entreprise ou dans un groupe d'entreprises;

8° entreprise : l'unité technique d'entreprise fixée en application de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

9° moyen de transport collectif : tout véhicule qui transporte au moins deux travailleurs.

Art. 4. — § 1^{er} L'employeur élabore un plan de transports d'entreprise pour chaque entreprise qui occupe habituellement en moyenne de 50 travailleurs au moins.

Plusieurs employeurs dont les entreprises sont proches, peuvent élaborer en commun un plan de transports d'entreprise pour l'ensemble de leurs entreprises.

§ 2. Sans préjudice des compétences du conseil d'entreprise, chaque employeur soumet le plan pour avis à son comité pour la prévention et la protection au travail.

§ 3. Le Roi fixe le délai dans lequel les employeurs doivent disposer d'un plan de transports d'entreprise.

Il détermine également le taux d'utilisation de la voiture en-dessous duquel l'employeur est exempté de l'obligation d'un plan de transports d'entreprise.

Art. 5. — § 1^{er} Le plan de transports d'entreprise doit au minimum comporter :

- a) une partie analytique;
- b) un plan d'action;
- c) un plan de communication;
- d) une partie concernant les moyens;
- e) une partie concernant l'évaluation.

met inbegrip van het tijdstip van de verplaatsingen, de thuisarbeid, de vergoedingen en de tegemoetkomingen van de werkgever voor verplaatsingskosten, de keuze van het voertuig met inbegrip van het gemeenschappelijk of individueel karakter ervan, het parkeren of stallen van het voertuig;

2° arbeidsplaats : elke plaats waar arbeid wordt verricht;

3° mobiliteitspremie : een vergoeding die tot doel heeft het autovolume en de autoratio te verminderen;

4° auto : elk motorvoertuig bedoeld in artikel 2.21 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement van politie op het wegverkeer;

5° autoratio : de procentuele verhouding tussen de werknemers met privé-voertuig in het woon-werkverkeer en het totaal aantal werknemers;

6° autovolume : het aantal kilometers dat jaarlijks wordt afgelegd in het woon-werkverkeer met auto's waarin slechts één werknemer heeft plaatsgenomen;

7° bedrijfsvervoerplan : een plan dat is opgesteld volgens de bepalingen van deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten teneinde het autovolume en de autoratio in een onderneming of een groep van ondernemingen te verminderen;

8° onderneming : de technische bedrijfseenheid zoals vastgesteld in toepassing van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

9° gemeenschappelijke vervoerswijze : elk voertuig dat minstens twee werknemers vervoert.

Art. 4. — § 1. De werkgever stelt een bedrijfsvervoerplan op voor elke onderneming waar gewoonlijk een gemiddelde van ten minste 50 werknemers zijn tewerkgesteld.

Verschillende werkgevers waarvan de ondernemingen in elkaars nabijheid liggen, kunnen voor het geheel van die ondernemingen één bedrijfsvervoerplan opstellen.

§ 2. Onverminderd de bevoegdheden van de ondernemingsraad legt elke werkgever het plan ter advies voor aan zijn comité voor preventie en bescherming op het werk.

§ 3. De Koning bepaalt de termijn waarbinnen de werkgevers over een bedrijfsvervoerplan dienen te beschikken.

Hij bepaalt tevens het percentage van de autoratio beneden welke de werkgever wordt vrijgesteld om een bedrijfsvervoerplan op te stellen.

Art. 5. — § 1. Het bedrijfsvervoerplan omvat minimaal :

- a) een analytisch gedeelte;
- b) een actieplan;
- c) een communicatieplan;
- d) een gedeelte betreffende de middelen;
- e) een gedeelte betreffende de evaluatie.

La partie analytique décrit d'une manière aussi complète que possible les déplacements entre le domicile et le lieu de travail.

Le plan d'action décrit les mesures que l'employeur veut prendre pour réduire de dix pourcent le taux d'utilisation de la voiture et le volume de voitures.

Le Roi peut modifier ce pourcentage.

Le plan de communication décrit les mesures que l'employeur veut prendre pour associer au mieux les travailleurs à la réalisation du plan de transports d'entreprise.

La partie concernant les moyens décrit les moyens de nature matérielle, organisationnelle et financière qui seront utilisés pour réaliser l'objectif.

La partie concernant l'évaluation décrit les critères qui seront mis en œuvre pour évaluer le plan de transports d'entreprise et les conditions et les règles précises à respecter lors de l'élaboration du rapport annuel.

§ 2. Le Roi détermine les conditions et les règles précises qui ont trait au plan de transports d'entreprise.

Art. 6. — Le plan de transports d'entreprise revêt la forme d'une convention collective de travail conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Art. 7. — § 1^{er} L'employeur qui a élaboré un plan de transports d'entreprise en application de la présente loi peut accorder une prime de mobilité aux travailleurs qui remplissent les conditions visées au § 2, 3^o.

L'employeur qui n'est pas tenu d'élaborer un plan de transports d'entreprise en application de la présente loi peut également accorder une prime de mobilité aux travailleurs qui remplissent les conditions visées au § 2, 3^o.

§ 2. Cette prime de mobilité n'est pas comptabilisée dans le calcul de l'évolution des coûts salariaux visé à l'article 10 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité sous les conditions suivantes :

1^o la prime est accordée en vertu d'une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

2^o elle ne peut être accordée en remplacement ou à la place du salaire, des primes, des avantages en nature ou de tout autre avantage ou complément, qu'ils soient ou non soumis au paiement de cotisations de sécurité sociale.

3^o elle est accordée aux travailleurs qui apportent la preuve :

a) qu'ils ne se déplacent pas en voiture ou qu'ils utilisent un moyen de transport collectif selon les modalités précisées dans la convention collective de travail;

b) qu'ils s'établissent à une distance de cinq kilomètres au plus du lieu de travail de sorte qu'ils ne

Het analytisch gedeelte geeft een zo volledig mogelijke beschrijving van het woon-werkverkeer.

Het actieplan beschrijft de maatregelen die de werkgever wil nemen om de autoratio en het autovolume met tien procent te verminderen.

De Koning kan dit percentage wijzigen.

Het communicatieplan beschrijft de maatregelen die de werkgever wil nemen om de werknemers optimaal te betrekken bij de realisatie van het bedrijfsvervoerplan.

Het gedeelte betreffende de middelen beschrijft de middelen van materiële, organisatorische en financiële aard die zullen worden aangewend om de doelstelling te bereiken.

Het gedeelte betreffende de evaluatie beschrijft de criteria die zullen worden aangewend om het bedrijfsvervoerplan te evalueren en onder welke voorwaarden en nadere regels een jaarverslag wordt opgesteld.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels betreffende het bedrijfsvervoerplan.

Art. 6. — Het bedrijfsvervoerplan neemt de vorm aan van een collectieve arbeidsovereenkomst overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968, betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

Art. 7. — § 1. De werkgever die in toepassing van deze wet een bedrijfsvervoerplan heeft opgesteld, kan aan de werknemers die beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in § 2, 3^o, een mobiliteitspremie toekennen.

De werkgever die niet verplicht is een bedrijfsvervoerplan op te stellen in toepassing van deze wet kan aan de werknemers die beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in § 2, 3^o eveneens een mobiliteitspremie toekennen.

§ 2. Deze mobiliteitspremie wordt niet meegerekend voor de berekening van de loonkostenontwikkeling bedoeld in artikel 10 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen onder de volgende voorwaarden :

1^o de premie wordt toegekend krachtens een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op ondernemingsvlak overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

2^o zij mag niet verleend worden ter vervanging of ter omzetting van loon, premies, voordelen in natura of enig ander voordeel of een aanvulling hierbij, al dan niet bijdrageplichtig voor de sociale zekerheid.

3^o zij wordt toegekend aan de werknemers die het bewijs leveren :

a) ofwel dat zij zich volgens de nadere regels bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst niet per auto verplaatsen of dat zij gebruikmaken van een gemeenschappelijke vervoerwijze;

b) ofwel dat zij zich vestigen binnen een straal van vijf kilometer van de arbeidsplaats, waardoor het

doivent pas se déplacer en voiture et qu'ils ont effectivement recours à cette possibilité;

c) qu'ils exécutent un travail à domicile pour l'employeur dans le cadre d'un plan de transports d'entreprise;

d) qu'ils utilisent les moyens de transport en commun pour la partie pour laquelle aucun remboursement n'est prévu en vertu d'une autre loi.

§ 3. Lorsque l'employeur accorde une prime de mobilité aux travailleurs en respectant les conditions et les règles précises déterminées par la présente loi et ses arrêtés d'exécution, les interventions dans les frais de déplacement des travailleurs qui se déplacent individuellement en voiture ne peuvent être supérieures au coût réel fixé par le Roi.

§ 4. Le Roi détermine les modalités en matière de protection de la prime de mobilité.

Art. 8. — L'article 52 du Code des impôts sur les revenus 1992 est complété comme suit :

« 12° dans le chef de l'employeur, 70 % des coûts afférents à l'élaboration et au suivi d'un plan de transports d'entreprise dans le cadre de la loi du ... favorisant l'organisation des déplacements entre le domicile et le lieu de travail au moyen de plans de transports d'entreprise, plafonnés à 250 000 francs pour l'élaboration du plan et à 150 000 francs pour le suivi du plan. ».

Art. 9. — Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi s'assurent du respect de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution. Ces fonctionnaires exercent ce contrôle conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 relative à l'inspection du travail.

Art. 10. — Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 1 000 à 3 000 francs ou de l'une de ces peines seulement, l'employeur, ses mandataires ou ses préposés qui transgressent les dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 11. — Sans préjudice des dispositions dans les articles 269 à 274 du Code pénal, celui qui empêche le contrôle prévu par la présente loi ou ses arrêtés d'exécution sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 50 à 1 000 francs ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 12. — En cas de récidive dans les trois ans qui suivent la condamnation précédente, la peine sera doublée.

Art. 13. — L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles ses mandataires ou préposés sont condamnés.

Art. 14. — § 1. Toutes les dispositions du livre I du Code pénal, y compris le chapitre VII, sont applicables aux infractions visées par la présente loi.

§ 2. L'article 85 du Code précité est applicable aux infractions visées par la présente loi sans que le montant de l'amende puisse être inférieur à 40 % des montants minimaux visés par la présente loi.

mogelijk wordt zich niet per auto te verplaatsen en zij effectief van die mogelijkheid gebruikmaken;

c) ofwel dat zij huisarbeid verrichten in opdracht van de werkgever in het kader van een bedrijfsvervoerplan;

d) ofwel dat zij gebruik maken van het openbaar vervoer, voor het gedeelte waarvoor in geen terugbetaling is voorzien op grond van een andere wetgeving.

§ 3. Wanneer de werkgever aan de werknemers een mobiliteitspremie toekent onder de voorwaarden en de nadere regels bepaald door deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten, mogen de tegemoetkomingen in de verplaatsingskosten van de werknemers die zich individueel met de auto verplaatsen niet hoger zijn dan de werkelijke kosten bepaald door de Koning.

§ 4. De Koning bepaalt de nadere regels voor de bescherming van de mobiliteitspremie.

Art. 8. — Artikel 52 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt aangevuld als volgt :

« 12° in hoofde van de werkgever 70 % van de kosten voor het opstellen en opvolgen van een bedrijfsvervoerplan in het kader van de wet van tot bevordering van de organisatie van het woon-werkverkeer met bedrijfsvervoerplannen, met een maximum van 250 000 frank voor het opstellen van het plan en 150 000 frank voor het opvolgen van het plan. ».

Art. 9. — Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, houden de door de Koning aangewezen ambtenaren toezicht op de naleving van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan. Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

Art. 10. — Worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met een geldboete van 1 000 tot 3 000 frank of met één van die straffen alleen, de werkgever, zijn lasthebbers of aangestelden, die de bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan hebben overtreden.

Art. 11. — Onverminderd het bepaalde in de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, wordt al wie het krachtens deze wet en haar uitvoeringsbesluiten geregelde toezicht verhindert, gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van 50 tot 1 000 frank of met één van die straffen alleen.

Art. 12. — In geval van herhaling binnen drie jaar te rekenen van de vroegere veroordeling, wordt de straf verdubbeld.

Art. 13. — De werkgever is burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten waartoe zijn lasthebbers of aangestelden zijn veroordeeld.

Art. 14. — § 1. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII, zijn toepasselijk op de bij deze wet bepaalde misdrijven.

§ 2. Artikel 85 van voormeld Wetboek is toepasselijk op de in deze wet bepaalde misdrijven zonder dat het bedrag van de geldboete lager mag zijn dan 40 % van de bij deze wet bepaalde minimumbedragen.

Art. 15. — L'action publique intentée pour violation des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution se prescrit par cinq ans à compter du fait qui a donné lieu à l'action.

Art. 16. — Le Roi prend les mesures prévues par la présente loi après avoir demandé l'avis du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail. Le Conseil supérieur donne son avis dans les six mois. En cas d'urgence, le ministre qui demande l'avis peut limiter ce délai à deux mois. Après l'expiration de ces délais, il peut y être passé outre.

Art. 17. — L'article 1bis de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, modifié par les lois des 1^{er} juin 1993, 23 mars 1994, 30 mars 1994 et 4 août 1996, est complété comme suit :

« 1^{er} de 150 000 à 500 000 francs l'employeur qui a commis une infraction aux dispositions de la loi du ... favorisant l'organisation des déplacements entre le domicile et le lieu de travail au moyen de plans de transports d'entreprise ou de ses arrêtés d'exécution. ». ».

JUSTIFICATION

Le nouveau texte proposé résulte des travaux de la sous-commission, qui a convenu de soumettre ce texte à l'examen de la commission des Affaires sociales.

J. ANSOMS
H. BONTE
M. MAIRESSE
M. MOOCK

N° 35 DE M. WAUTERS
(Sous-amendement à l'amendement n° 34)

Articles 1^{er} à 7

Compléter l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, proposé comme suit :

« ainsi que dans les entreprises où il y a une délégation syndicale. ». ».

JUSTIFICATION

La délégation syndicale a compétence pour négocier les CCT. Le seuil de 50 travailleurs ne peut dès lors être retenu comme seul critère (voir l'article 6 proposé).

Art. 15. — De strafvordering wegens overtreding van de bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan verjaart door verloop van vijf jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

Art. 16. — De Koning neemt de in deze wet bedoelde maatregelen na het inwinnen van het advies van de Hoge Raad voor preventie en bescherming op het werk. De Hoge Raad geeft zijn advies binnen zes maanden. In spoedeisende gevallen kan de minister die het advies vraagt, deze termijn beperken tot twee maanden. Zodra deze termijnen verstreken zijn, mag eraan voorbijgegaan worden.

Art. 17. — Artikel 1bis van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, gewijzigd bij de wetten van 1 juni 1993, 23 maart 1994, 30 maart 1994 en 4 augustus 1996, wordt aangevuld als volgt :

« 1^{er} van 150 000 tot 500 000 frank de werkgever die de bepalingen van de wet van ... tot bevordering van de organisatie van het woon-werkverkeer met bedrijfsvervoerplannen of de uitvoeringsbesluiten ervan heeft overtreden. ». ».

VERANTWOORDING

De voorgestelde nieuwe tekst vloeit voort uit de werkzaamheden van de subcommissie, die overeengekomen is deze tekst aan de bespreking van de commissie voor de Sociale Zaken voor te leggen.

Nr 35 VAN DE HEERWAUTERS
(Subamendement op amendement n° 34)

Artikelen 1 tot 7

Het voorgestelde artikel 4, § 1, eerste lid, aanvullen als volgt :

« en ook in die ondernemingen waar een syndicale delegatie is ingesteld. ». ».

VERANTWOORDING

De syndicale delegatie is bevoegd om te onderhandelen over CAO's. Dus de drempel van 50 werknemers kan niet alleen bepalend zijn (zie het voorgestelde artikel 6).

N° 36 DE M. WAUTERS

(Sous-amendement à l'amendement n° 34)

Articles 1^{er} à 7

Remplacer l'article 4, § 3, proposé, par ce qui suit :

« § 3. *Le plan de transports d'entreprise doit être instauré au plus tard d'ici fin 2001.* ».

JUSTIFICATION

Il faut donner aux nouveaux conseils d'entreprise, qui seront installés en 2000, l'occasion de discuter le plan de transports d'entreprise de façon approfondie.

N° 37 DE M. WAUTERS

(Sous-amendement à l'amendement n° 34)

Articles 1^{er} à 7

Dans l'article 5, § 1^{er}, alinéa 3, proposé, entre les mots « dix pour cent » et les mots « le taux », insérer les mots « au moins »

JUSTIFICATION

Une réduction de 10 % constitue un strict minimum, mais il est possible d'aller au-delà dans le cadre de la CCT.

N° 38 DE M. WAUTERS

(Sous-amendement à l'amendement n° 34)

Articles 1^{er} à 7

Supprimer l'article 5, § 1^{er}, alinéa 4, proposé.

JUSTIFICATION

Le Roi pourrait imposer un pourcentage inférieur, ce qui serait inadmissible.

N^r 36 VAN DE HEERWAUTERS

(Subamendement op amendement n^r 34)

Artikelen 1 tot 7

In het voorgestelde artikel 4, § 3 vervangen door wat volgt :

« § 3. *Het bedrijfsvervoerplan dient ingevoerd te worden uiterlijk tegen einde 2001.* ».

VERANTWOORDING

De nieuwe ondernemingsraden worden geïnstalleerd in het jaar 2000 en dienen de kans te krijgen om dit bedrijfsvervoerplan grondig te bespreken.

N^r 37 VAN DE HEERWAUTERS

(Subamendement op amendement n^r 34)

Artikelen 1 tot 7

In het voorgestelde artikel 5, § 1, derde lid, tussen de woorden « het volume met » en de woorden « tien procent » het woord « minstens » invoegen.

VERANTWOORDING

De 10 % is een strikt minimum, de CAO kan verder gaan dan deze 10 %.

N^r 38 VAN DE HEERWAUTERS

(Subamendement op amendement n^r 34)

Artikelen 1 tot 7

Het voorgestelde artikel 5, § 1, vierde lid, weglaten.

VERANTWOORDING

De Koning kan dan nog een lager percentage opleggen. Dat zou onaanvaardbaar zijn.

J. WAUTERS